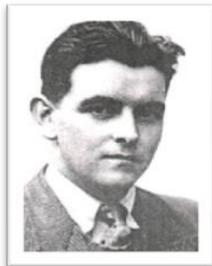


FRANCOIS-TANGUY PRIGENT

Né le 11 octobre 1909 à Saint Jean du Doigt (29)

Domicilié à Saint Jean du Doigt (29) à *Ti Nevez-Kervari*

Profession : Agriculteur



De **1922 à 1932**, il milite au sein du parti socialiste (SFIO)

Tanguy Prigent se forge une culture politique à travers la lecture de journaux – *Cri du peuple*, *Le Populaire* – ainsi que d'écrits des grandes figures de la gauche : Guesde, Jaurès, Blum... En 1925, il est seulement âgé de 15 ans et demi quand il fonde une section socialiste dans sa commune de Saint-Jean-du-Doigt. Il incarne une nouvelle génération militante et place ses pas dans ceux de Guy Le Normand, le secrétaire fédéral du Finistère. A partir du mois de décembre 1929, il collabore à la rédaction du *Breton socialiste*, l'organe départemental de la SFIO.



D'octobre 1930 à 1931, il est mobilisé au 2ème bataillon de Dragons Portés, il est affecté à l'Ecole Militaire à Paris.

Le 7 octobre 1934, il est élu conseiller général de Lanmeur (scrutin invalidé car il n'a pas 25 ans révolu).

Le 24 novembre 1934, il se marie avec Denise Libouban; le couple s'installe à la ferme de Pen ar C'ha.

En mars 1935 il est réélu conseiller général.

En mai 1935, Il arrive en tête des votes, sur la liste SFIO, lors des élections municipales de Saint-Jean-du-Doigt. Il est Elu maire à 25 ans, il occupe ce poste jusqu'à sa mort en 1970, à l'exception des quelques mois de sa révocation par Vichy en 1943

En mai 1936, il est élu député à la Chambre des députés, lors des élections qui ont porté le Front populaire au pouvoir. Il devient ainsi le plus jeune député de France.

SECONDE GUERRE MONDIALE

En 1939, il est mobilisé lors de la déclaration de guerre comme sous lieutenant dans l'artillerie portée et fait toute la campagne jusqu'à la débâcle.

Après l'armistice du **22 juin 1940**, il est partisan de la fermeté à l'égard des allemands.

Le 10 juillet 1940 il est l'un des quatre-vingts parlementaires qui refusent les pleins pouvoirs à Pétain.

En septembre 1940, il est arrêté à Saint Jean du Doigt par les allemands. Il n'a pas songé à rejoindre l'Afrique du Nord ou l'Angleterre lors de la débâcle de mai et juin 1940. Il choisit de rester en place et s'oppose à la Révolution nationale par des moyens légaux; il participe activement à la mise sur pied ainsi qu'à la publication d'un journal "Le Bulletin" qui paraîtra dès 1941, un moyen de combattre la politique agraire du régime de Vichy, de s'opposer à la corporation paysanne et aux institutions de Vichy. Il mène un combat ouvert contre le monopole de Landerneau. Il poursuit le combat agraire jusqu'au bout, jusqu'à l'ultime combat légal qui est celui d'empêcher l'unification des coopératives agricoles en une seule coopérative absorbée par Landerneau sous couvert de mise en place de la Corporation paysanne "qui aboutirait à détruire l'esprit coopératif".



Son action jette les bases

D'un syndicat agricole clandestin,

La Confédération générale de l'agriculture (CGA).

Bien que se sachant surveillé, il participe à la **Résistance**, tout d'abord en créant la Confédération générale de l'agriculture (CGA), syndicat clandestin qui s'oppose à la Corporation paysanne mise en place par le régime de Vichy, puis fin 1943-1944, en participant à la reconstitution clandestine du parti socialiste SFIO. Dès 1942 il est adhérent au mouvement de Résistance "Libération-Nord1, il a un rôle de liaison entre le centre parisien du parti (comité d'action socialiste, CAS) et du mouvement Libération-Nord et les responsables locaux.

En 1943 il est révoqué de sa fonction de maire par la nouvelle autorité préfectorale (Régime de Vichy).

Fin 43-44 Il entre totalement dans la clandestinité. Il devient Jacques Le Ru ou Pascal.

En 1944, Libération-Nord compte 7000 membres dans le Finistère. Dès 1943, un responsable civil départemental Lecomte (Durand) et un responsable militaire, Mathieu Donnart (Poussin) coordonnent le développement du mouvement supervisé par Tanguy Prigent qui transmet les directives centrales.

Il seconde Henri Ribière* dans les 19 départements de l'Ouest et du Sud-ouest; il transmet les instructions aux groupes civils de Libé-Nord et de la SFIO, il tient des conférences pour expliquer les méthodes de lutte, cherche de nouveaux responsables pour remplacer ceux qui ont été arrêtés, distribue des fonds aux groupes du mouvement.

Dès 1943, il est chargé par Henri Ribière* d'établir des liaisons entre l'organisation civile et l'organisation militaire de Libé-Nord.

Fin 1943,

Il est bien l'un des principaux chefs de Libération-Nord.

Fin 1943, il est chargé d'une mission plus politique qui est celle de l'organisation

des comités départementaux de libération (CDL) dans les 19 départements dont il a la charge.

Il contribue indirectement au programme du Conseil National de la Résistance (CNR). On peut y voir sa patte dans l'établissement d'un juste statut du fermage et du métayage.

En mai 1944, à l'approche du débarquement, il est envoyé par Libération-Nord à Rennes comme chef militaire et civil pour superviser les nombreux groupes du mouvement.

Lorsque les armées du général Patton approchent de Rennes, le sous-lieutenant Tanguy-Prigent rejoint son Trégor natal pour y prendre le commandement des FFI du canton de Lanmeur qui compte de 200 à 250 hommes.

L'arrestation et la déportation d'otages et de résistants fait de nombreuses victimes dont plusieurs membres de sa famille (Yvonne, Yves et Emile Jegaden) ses cousins germains engagés eux-aussi dans le mouvement Libé-Nord

Grâce à ses contacts avec l'équipe Jedburgh, il obtient 2 parachutages d'armes sur une lande à Kerionec-Kemabon à Saint Jean du Doigt .

Dans les premiers jours d'août, le 5 ou le 6 les FFI de Tanguy Prigent libèrent Plougasnou.

Les FFI harcèlent les soldats allemands qui se replient vers Brest, Tanguy Prigent obtient que l'aviation américaine les attaque au niveau de Plouigneau.

Les FFI de Lanmeur participent alors à la libération de Morlaix avec l'appui des américains, puis marchent avec eux sur Brest où les allemands vont soutenir un siège terrible jusqu'au 18 septembre.

1944-1958

Pendant 3 ans, Tanguy Prigent va diriger le ministère de l'agriculture de la quatrième république. Il fut nommé à ce poste par le Général de Gaulle.



Tanguy Prigent est élu aux 2 assemblées nationales constituantes de 1945 à 1946, puis comme député du Finistère jusqu'en 1958, toujours en tant que socialiste SFIO. En 1951, il est vice-président du comité d'étude et de liaisons des intérêts bretons (CELIB), avec Paul Ihuel et André Morice, le président étant René Pleven. Opposé au retour de Charles de Gaulle en 1958, il quitte la SFIO en octobre 1959 et milite au PSA puis au PSU qu'il représente à l'Assemblée nationale de 1962 à 1967 (il siège avec les non-inscrits).

La trajectoire de Tanguy Prigent est singulière et exceptionnelle.

L'intelligence, le désintéressement, le militantisme forcené, l'engagement précoce dans la Résistance, la fidélité à son parti y sont pour beaucoup. Des années 1930 à 1950, il a contribué à développer le socialisme démocratique dans le monde rural dont il est issu.

Il décède le 20 janvier 1970 à Morlaix. Il n'aura pas vu dans les années 1973-1990 le basculement électoral vers la gauche et le nouveau PS de la Bretagne.

Mais, avec d'autres, son action militante pendant 40 ans avait tracé la voie.

Auteur : Maryvonne Moal

* HENRI RIBIERE



Henri, Alexis Ribière naît le 27 décembre 1897 à Montluçon (Allier).

Fils d'un employé à l'abattoir de Montluçon, Henri Ribière, s'engage à 18 ans pour participer à la Grande guerre. Grièvement blessé dans la Somme, il est pensionné à 60 % à la fin du conflit. Employé à Montluçon, dans un établissement de crédit, il est révoqué pour activités syndicales et doit partir pour Paris. Il s'installe à Vitry-sur-Seine où il entre à la Sûreté nationale, revient à Montluçon pour travailler avec le député-maire socialiste de la ville, Marx Dormoy dont il est un ami intime. Lorsque, après le suicide de Roger Salengro, celui-ci devient ministre de l'Intérieur du gouvernement Blum, il fait de Henri Ribière son chef adjoint de cabinet. Avec le deuxième ministre Blum en 1938, Henri Ribière entre dans la préfectorale, comme secrétaire général de l'Ardèche. Puis il est détaché à la Caisse du crédit aux départements et communes. A la veille de la guerre, Henri Ribière est donc membre de la haute fonction publique.

En 1940, il est réplé avec son administration à Bordeaux, lorsque le gouvernement de Vichy le relève de ses fonctions. Dès le mois d'août 1940, Henri Ribière décide d'entrer en résistance et prend contact avec les parlementaires socialistes qui ont refusé les pleins pouvoirs au maréchal Pétain : Marx Dormoy, Vincent Auriol, André Philip, Lucien Husset et André Le Troquer. Discret, ayant la culture du secret et la connaissance des pratiques policières, fonctionnaire de l'Intérieur bénéficiant à ce titre des possibilités exceptionnelles de passage de la ligne de démarcation, il a, selon les témoins, le goût de l'action clandestine et semble avoir été préparé de tout temps à devenir l'un de ceux que l'on va appeler plus tard avec Daniel Mayer et André Blumel, un "commis voyageur du socialisme clandestin" ou encore "un père tranquille" de la Résistance.

En décembre 1940, Henri Ribière organise la première rencontre entre les syndicalistes qui mettent sur pied Libération-Nord et les pionniers du socialisme clandestin. Il participe à la direction collective du mouvement et, après le voyage de Christian Pineau à Londres à l'été 1942, il en prend la direction, Jean Texcier s'occupant du journal.

Au début de l'année 1941, il occupe le poste de conseiller de préfecture à Caen qu'il quitte officiellement en juin 1942 "pour raison de santé". Multipliant les déplacements, il s'efforce alors de reconstituer clandestinement la SFIO tout en mettant sur pied le mouvement de résistance Libération-Nord en Basse-Normandie. Il entre ainsi en contact avec Achille Thouin dans le Calvados, et dans la Manche avec Joseph Bocher et Raymond Le Corre.

Revenu à Paris en 1942, Ribière continue son travail de prospection pour étendre Libération-Nord à l'ensemble de la zone occupée et devient l'un des principaux dirigeants du mouvement. Lors de la réunion tenue à Paris les 17 et 18 juin 1943, qui voit la naissance du Comité d'action socialiste unifié, Henri Ribière est désigné comme membre du bureau du comité exécutif, délégué à la propagande de la zone-Nord.

Il représente Libération-Nord au Conseil national de la Résistance et lors des journées qui précèdent la Libération de Paris, avec Daniel Mayer, ils s'efforcent d'éviter le déclenchement d'une insurrection qu'ils jugent prématuré. Contre les représentants du Parti communiste et ceux du Front national, ils se prononcent pour une trêve lors des premiers combats. Le 20 août 1944, il participe à la prise de l'Hôtel de ville de Paris puis du ministère de l'Intérieur. A l'issue de la guerre, il apprend que son fils est mort au combat.

Reconstructeur de la SFIO, membre du Comité directeur depuis novembre 1944 (il le demeure sans interruption jusqu'à 1955), secrétaire général de Libération-Nord, Henri Ribière est désigné pour siéger à l'Assemblée consultative provisoire. Il est nommé membre de la Commission de la France d'outre-mer le 17 novembre 1944, de la commission de l'Intérieur et de la santé publique et de la Commission d'enquête sur les fournitures de papier de presse.

En mai 1945, Henri Ribière est élu conseiller municipal de Montluçon, alors que son frère René devient maire de la ville. Le 21 octobre 1945, il est élu député socialiste de l'Allier à la première Assemblée nationale constituante.

Élu, après la Libération, député (SFIO) aux deux assemblées constituantes de 1945 et 1946, il assurera les fonctions de directeur du journal *Libé-Soir*, puis des services spéciaux de renseignement (DGER) et enfin de l'Office national des Anciens Combattants (ONAC).

Henri Ribière décède d'un cancer du cerveau, après de longs mois de souffrances à Paris le 25 avril 1956. Le gouvernement lui fait des obsèques officielles dans la cour des Invalides.

La municipalité de Montluçon lui a dédié une rue, conjointement avec son frère René Ribière, le 28 juin 1996.

Henri Ribière a épousé Claire Pourrat, née le 13 juillet 1899 à Issoire (Puy-de-Dôme) avec laquelle il a eu deux enfants. Son fils Jean (né le 22 juin 1922) est décédé en déportation.

Sources : *Musée en ligne de la Fondation pour la Mémoire de la Résistance*
<http://museedelaresistanceenligne.org/media2209-Henri-RibiA>